

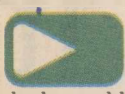
SS



Pierre-Cyrille Hautcoeur

# Le pacte budgétaire, un choix de vieux

Monde 14/2/2012 Economie 04/1



La crise de la zone euro n'est pas terminée. Si des fonds d'intervention et la Banque centrale européenne peuvent résoudre les problèmes aigus de court terme, ils risquent de faire oublier les problèmes structurels qui minent durablement la croissance européenne et avec elle le modèle politique et social européen. La préférence systématique pour l'austérité, le régime amaigrissant et la course à la compétitivité-prix à l'intérieur de la zone euro rappellent les années 1930, quand les membres du « bloc or » (Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Pologne et Suisse), fidèles à l'étalon or, rivalisaient dans les politiques déflationnistes tandis que leurs partenaires commerciaux sortaient les uns après les autres de la dépression par des dévaluations, des politiques monétaires expansionnistes et de vigoureuses interventions de l'Etat.

Le rôle tenu à l'époque par la France est aujourd'hui celui de l'Allemagne, qui impose une austérité générale aux autres membres de la zone euro au nom de sa passion exagérée pour la stabilité monétaire et pour l'épargne. Malheureusement, cette épargne ne se transforme pas en investissements porteurs de croissance, mais risque de transformer les Allemands en propriétaires d'une Europe ravagée par la dépression... ce qui provoquerait des tensions intra-européennes violentes. Il est urgent de lancer une politique de relance européenne, c'est-à-dire, d'abord, de relance allemande.

Pourquoi cela n'a-t-il pas lieu ? La raison officielle est que les politiques de relance alourdiraient des dettes publiques déjà trop élevées, et que seuls des gains de compétitivité permettront de sortir de l'impasse actuelle. En réalité, rien n'interdit de mener en Allemagne, parallèlement à des politiques de stimulation de l'offre dans les pays déficitaires, une politique de relance de la demande qui rééquilibrerait les balances commerciales à l'intérieur de la zone euro et permettrait aux Allemands de profiter des résultats des efforts qu'ils ont faits depuis dix ans. D'une part, la dette allemande peut être alourdie modérément sans effets néfastes.

►►► Lire la suite page 2

# 2 Economie Expertise

## Un choix de vieux

►►► Suite de la chronique de Pierre-Cyrille Hautcœur

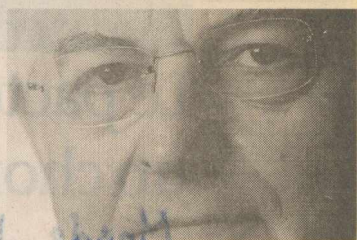
D'autre part, il existe des moyens de relance autres que budgétaires, par exemple un relèvement substantiel du salaire minimum, ou des mesures temporaires d'incitation à l'utilisation de l'épargne par les ménages.

La relance allemande permettrait au reste de la zone euro d'éviter la déflation et ses effets pervers. Si elle conduisait à un déficit substantiel de la balance courante de la zone euro envers le reste du monde, une baisse de l'euro pourrait y remédier, et ce d'autant plus facilement que la Banque centrale européenne contribuerait à la relance par une politique monétaire accommodante. Ce serait prendre acte que d'autres régions du monde se développent plus vite que l'Europe, et contribuer à rééquilibrer les taux de change réels. Il n'y a donc pas d'argument économique solide en faveur de l'austérité que les gouvernements européens conservateurs veulent imposer. Car les vraies raisons sont politiques, sociales et démographiques.

On peut savoir gré à Angela Merkel d'avoir mis en évidence cette coalition des conservatismes. En Allemagne comme ailleurs en Europe, la domination des gouvernements conservateurs résulte du vieillissement de la population et de l'exclusion électorale d'une part importante des jeunes, chômeurs ou socialement marginalisés, à laquelle s'ajoute celle des immigrés, pourtant parfois présents depuis longtemps et assimilés. Peur ou égoïsme, les électeurs aisés ou âgés préfèrent refuser les investissements socialisés dans l'avenir (l'école, la recherche, etc.) au profit d'une accumulation financière et d'une obsession monétaire qui visent (mais elles échoueront) à assurer l'avenir des retraités et de leurs héritiers.

Il est temps que l'Allemagne et l'Europe se rendent compte que leur survie dans une société mondialisée passe par une projection dynamique dans l'avenir, non par un repli sur soi. ■

Pierre-Cyrille Hautcœur, EHESS et Ecole d'économie de Paris.



## L'Inde

Par Martin Wolf

Quelle signification les crises économiques et financières des pays à haut revenu ont-elles pour les pays émergents et en développement? La crise est dangereuse, non pas tant par ses effets directs que par les leçons que l'on peut en tirer.

Depuis que la crise financière a éclaté dans les pays à haut revenu, la performance économique des pays émergents les plus importants a été remarquable. Même en tenant compte du ralentissement annoncé pour 2012 par les dernières « Perspectives de l'économie mondiale » du Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut (PIB) indien devrait enregistrer une progression de 43 % entre 2007 et 2012. C'est un peu moins que les 56 % enregistrés par la Chine. Mais c'est beaucoup plus que les 2 % des pays à haut revenu.

C'est une véritable révolution et cela prouve l'existence d'un fort découplage. On nous annonçait à la fin de 2008 qu'une crise grave dans les pays à haut revenu affecterait négativement les économies en développement. Or les géants asiatiques furent relativement épargnés. Ils trouvèrent les moyens d'amortir le choc.

Cela pourrait-il être à nouveau le cas? Le choc sans doute le pire que l'on puisse redouter résulterait de la combinaison d'une envolée des prix du pétrole – à la suite, par exemple, d'un conflit dans le Golfe – avec l'effondrement de la zone euro. Un tel effondrement paralyserait temporairement, s'il ne le détruisait pas, le système financier de la zone euro. Ce qui entraînerait de graves chocs mondiaux au tr